

Chronologie - Chypre

16 octobre 2004-15 avril 2005

20 octobre : démission en zone d'occupation turque du «gouvernement» de Mehmet Ali Talat.

17 novembre : Le Parlement européen approuve la proposition d'octroi de 259 millions d'euros à la zone d'occupation turque, qui doit aussi, pour être mise en œuvre, recevoir l'aval du Conseil des ministres de l'UE.

14 novembre : Le Premier ministre grec Costas Caramanlis, en visite à Nicosie, déclare: «Le peuple souverain de Chypre a jugé que le plan Annan n'était pas satisfaisant. La réunification de Chypre reste la priorité majeure».

26 novembre : Selon un sondage 59% des Chypriotes grecs souhaitent que le gouvernement chypriote use de son droit de veto pour s'opposer à la fixation d'une date d'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.

2 décembre : Réactivation de la Chambre de commerce franco-chypriote au cours d'un colloque sur les relations franco-chypriotes présidé par le président du Sénat, Christian Poncelet.

9 décembre : Selon un sondage 78,1% des Chypriotes grecs estiment que la Turquie n'a pas sa place en Europe. 70% d'entre eux voteraient à nouveau contre le plan Annan si celui-ci leur était à nouveau proposé pour la réunification de Chypre.

17 décembre : La Turquie obtient du Conseil européen que ses négociations d'adhésion commenceraient le 3 octobre 2005 mais refuse de parapher le protocole étendant son union douanière avec l'UE aux dix nouveaux membres dont Chypre.

1^{er} janvier : Selon les archives du Foreign Office la Grande Bretagne a facilité l'intervention de l'armée turque à Chypre en juillet 1974.

3 février : La Commission européenne et le gouvernement chypriote sont parvenus à un accord préliminaire sur l'extension du commerce entre les deux communautés chypriotes à travers la «ligne verte». Cet accord doit être approuvé par le Conseil des ministres de l'UE. Le gouvernement chypriote refuse toujours la proposition de la Commission d'un commerce direct entre la zone d'occupation et le reste de l'UE.

20 février : Elections législatives en zone d'occupation turque: le parti républicain turc (CTP) de Mehmet Ali Talat obtient 44,4% des voix et 25 sièges sur 50 et le parti de l'unité nationale (nationaliste) 31,7% des voix et 18 sièges.

7 mars : Jean Asselborn, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, pays qui préside le Conseil européen, déclare au cours de sa visite à Ankara être «prêt à favoriser des contacts directs entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs».

28 mars : La Turquie adresse une lettre à la Commission de Bruxelles l'informant qu'elle approuve le texte du protocole sur l'extension de son accord d'union douanière aux dix nouveaux États de l'UE. Mais Ankara précise que cette extension ne constitue pas une reconnaissance implicite de la République de Chypre.

6 avril : La Cour européenne des droits de l'homme déclare recevable la requête contre la Turquie de Mme Myra Xenidès-Arestis réfugiée chypriote grecque de Famagouste contrainte de quitter sa maison après l'invasion turque de Chypre en 1974.